

# Les prescriptions du G8 et du G20 pour le contrôle de la migration : une introduction.



Les pays du G20 comptent pour environ les 2/3 de la population globale, mais il y a une énorme différence entre les standards de vie des pays riches et ceux des pays pauvres.

Au cours de la dernière décennie, environ 180 millions de personnes (presque 3% de la population mondiale) ont été forcées à migrer, et vivent à l'extérieur de leur pays de naissance.

**La migration est causée par le désastre capitaliste, les conflits politiques et les guerres, la destruction écologique, la pauvreté, ainsi que la persécution ethnique, religieuse et celle se fondant sur l'identité de sexe, de genre et sur la diversité sexuelle.**

Alors que la population active des pays du premier monde vieillit, les politiques sur l'immigration sont forgées pour compenser le manque de main-d'œuvre. Au même moment, les gouvernements ferment les portes aux réfugié-e-s.

Dans les pays riches, les programmes de travail temporaire sont utilisés afin de contrôler la migration, pour augmenter les profits par le biais du travail migrant sous-payé, et afin d'assurer que les travailleurs et travailleuses migrantes sont toujours 'temporaires'.

## **Les travailleurs importés :**

Le 'Programme des travailleurs étrangers temporaires' du Canada a été initialement mis en place afin d'amener des travailleurs et travailleuses spécialisées pour des emplois spécifiques – notamment dans l'industrie de la haute technologie.

Actuellement, la plupart des industries canadiennes dépendent du travail migrant.

Plus de 300 000 travailleuses et travailleurs temporaires étrangers peinent dans l'industrie hôtelière, le secteur manufacturier, les serres, les fermes, les usines de viande, la restauration rapide, les sites de construction et les sables bitumineux de l'Alberta.

Environ 10 000 travailleuses et travailleurs étrangers sont venus aider à construire les installations olympiques à Vancouver en préparation des jeux d'hiver de 2010.

D'importants services sociaux dépendent également du personnel domestique immigrant qui arrive via le programme des aides familiales résidentes, faisant de facto office de programme de garderies au pays. Ceci contribue également à la privatisation du système de santé puisque les aides domestiques fournissent des soins pour les personnes âgées d'un Canada de plus en plus vieillissant.

Les résolutions prises en 2009 en ce qui concerne le 'Programme des travailleurs étrangers temporaires' restreint l'éligibilité des travailleurs et travailleuses migrant-e-s à travailler durant une période maximale de 4 ans. Ensuite, ils et elles doivent attendre au moins six ans afin d'être autorisé-e-s à revenir travailler au Canada, garantissant ainsi que les personnes migrantes venant travailler demeurent 'temporaires' de façon permanente et qu'elles ne puissent appliquer pour la résidence.

Les travailleurs et travailleuses migrant-e-s sont pleinement taxé-e-s, et complètement exploité-e-s.

Ces programmes sont conçus pour légaliser l'esclavage, en obligeant les travailleurs et travailleuses migrant-e-s à travailler de longues heures (parfois jusqu'à 18 heures par jour) pour de petites payes, sous la menace constante de déportation par leur employeur. Ces personnes s'ont pas accès aux soins de santé et de sécurité minimaux, leurs droits fondamentaux leur sont déniés (comme ceux de l'assurance-emploi et de l'assurance-chômage), et on leur refuse le droit à se syndiquer.

**Les pays du G20** comptent sur le fait que le travail migrant assure un flot continu de capital qui retourne dans le pays d'origine. Dans plusieurs pays, ces envois de fonds sont dorénavant la plus grande source de devises étrangères et soutiennent les investissements familiaux en éducation, logement, santé, de même que les commerces familiaux dans les pays d'origine.

Ces envois de fonds représentent plus d'argent que les soi-disant formules d'aides du premier monde fournies par des agences gouvernementales comme l'ACDI.

Les travailleurs et travailleuses migrant-e-s paient pour les coûts liés à leur recrutement dans les programmes de travail temporaire (sélection, agence, billet d'avion, examens médicaux, etc.) et paient également pour l'amélioration des conditions de vie dans leur pays d'origine.

De cette façon, les gouvernements n'ont pas à investir dans le bien-être humain. C'est le travailleur migrant ou la travailleuses migrante qui supporte tous les coûts du système, ici comme au pays.

Les programmes de travail temporaire font partie de l'architecture globale pour contrôler les mouvements de population tout en protégeant la liberté de mouvement du capital et de la richesse.

## **Les changements récents au régime d'immigration au Canada incluent :**

Le gouvernement canadien a fait en sorte que la migration serve les besoins de l'industrie canadienne tout en s'éloignant de la promotion de la citoyenneté, la réunification familiale, ainsi que le droit universel au statut de réfugié-e. Historiquement, les immigrant-e-s ont toujours amorti l'économie capitaliste.

Le gouvernement Harper a conféré des pouvoirs discrétionnaires extraordinaires au Ministère de l'immigration et aux officiers et officières de l'Agence canadienne des services frontaliers (ACSF), soit de décider arbitrairement qui peut entrer au Canada et qui ne peut pas.

Les bureaucrates vont décider du sort de ceux et celles qui font une demande d'asile dans les 60 jours, ce qui ne donne pas assez de temps à ces personnes pour recueillir tous les documents et preuves nécessaires à leur demande.

#### **Immigrants :**

Le régime de l'immigration est basé sur un système de point pour sélectionner les candidat-e-s à l'immigration (des travailleurs et travailleuses spécialisé-e-s) qui sont évalué-e-s selon leur niveau d'éducation, leur profession, leur compétence langagière et leur statut financier. La liste des professions offertes afin que les personnes puissent appliquer pour la résidence permanente a été réduite de 351 professions à 38. Cette mesure bannit carrément des milliers de personnes à appliquer pour immigrer.

#### **Réfugié-es :**

Le pourcentage d'acceptation de réfugié-e a diminué d'année en année jusqu'à être aujourd'hui la moitié de ce qu'il était il y a 20 ans. Le blocage des personnes demandant l'asile a été accompagné d'une campagne persistante de relation publique et médiatique dépeignant les réfugié-e-s comme de faux demandeurs, des menteurs et des criminels qui comploteraient pour avoir les richesses du Nord.

Dernièrement, les conservateurs ont soumis la Loi C-11 qui vise à se débarrasser de toutes les considérations 'humanitaires' du processus de demande d'asile.

Immigration Canada veut ainsi accélérer le processus de rejet des demandes d'asile issues des pays « sûrs », les pays « sûrs » étant ceux avec lesquels le Canada entretient des relations commerciales. Ceci aura pour effet de pénaliser dramatiquement les groupes dits minoritaires : les femmes vivant des abus et de la violence, tout comme les gais, lesbiennes et queers qui sont victimes de persécution dans plusieurs pays considérés comme « sûrs ».

À l'été 2009, des visas ont été imposés aux citoyens tchèques et mexicains, une mesure visant à freiner la migration provenant de ces pays. Pendant ce temps, canadien-ne-s et québécois-es fuient librement les hivers froids vers le soleil du Mexique où ils et elles achètent des propriétés costières sans problème.

Le gouvernement Harper a également bloqué l'accès pour la demande d'asile aux personnes qui ont atterri premièrement aux États-Unis : cette règle ciblant les individus provenant d'Haïti, d'Afghanistan, de la République démocratique du Congo et du Zimbabwe. Les personnes réfugiée et migrantes n'ont souvent d'autre choix d'itinéraire que celui de leur vol en avion. Il faudrait souligner de plus que le Canada a un rôle majeur à jouer dans la création de réfugié-e-s dans plusieurs de ces pays.

#### **La déportation :**

Les déportations ont augmentés de plus de 50% depuis les dernières 10 années, avec environ 13 000 déportations par années. Des moratoires sur les déportations vers le Burundi, le Libéria et le Rwanda ont été laissées tomber. Des milliers de familles qui ont vécu ici durant des années font maintenant face à la peur d'être déracinée de leur maison au Canada, dépossédée et forcée une fois de plus à se déplacer.

#### **La Forteresse Amérique du Nord :**

Le contrôle aux frontières a d'abord été accru par la présence de drones et de radars à infrarouge tout au long de la frontière canado-étatsunienne, et maintenant avec des douaniers et douanières armé-e-s. Ottawa a adopté le rôle de gardien du secteur nord de l'agence frontalière des États-Unis dans le soi-disant agenda de sécurité nationale de la forteresse Amérique du Nord, qui fait partie des murs et barrières de l'apartheid global.

Derrière le contrôle migratoire se dégagent les relents du racisme, du nationalisme et de l'impérialisme.

Pendant que les capitaux et les citoyen-ne-s du premier monde voyagent librement dans n'importe quel endroit souhaité, les personnes du mauvais côté de la frontière sont 'illégalisées', criminalisées et empêchées d'exercer leur droits fondamentaux. Elles cessent simplement d'être des personnes : elles deviennent « migrantes illégales », « sans-statuts » ou « sans-papiers », et « faux demandeurs d'asile ». Lorsque leur travail digne de l'exploitation n'est pu nécessaire ou lorsqu'elles se mettent à lutter pour leur droit, elles deviennent 'jetables'. Des luttes communes et communautés entières sont divisées et rendues invisibles. Ce qui prédomine est la culture de suspicion, de surveillance et la répression.

La déportation cache les causes de la migration – les conflits et armes manufacturées depuis l'Occident; la guerre ou agression en recherche de pétrole ou d'autres ressources naturelles; les régimes répressifs soutenus par les « amoureux-de-la-démocratie » pays du premier monde; les changements climatiques et usurpation de terres. Les atrocités peuvent être retracé jusqu'ici, à nos économies capitalistes, au mode de vie consumériste et aux intérêts impérialistes.

**Nous ne devons pas accepter cette situation.  
La lutte afin de défendre les droits des plus  
vulnérables nous mènera vers la libération collective.  
La solidarité est notre pouvoir!**

